

2011-12-14

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Résultats et situation financière des sociétés en 2010

(Article publié dans la Revue économique de décembre 2011)

En 2010, l'embellie conjoncturelle a eu des répercussions favorables sur le compte d'exploitation des sociétés non financières. Après avoir enregistré en 2009 sa première diminution depuis plus de quinze ans, la valeur ajoutée totale à prix courants a en effet rebondi de 6 %. Dans le même temps, les frais de personnel ont repris leur progression, mais à un rythme relativement modéré, tandis que la croissance des amortissements a ralenti pour la troisième année consécutive, dans un contexte de nouveau fléchissement des investissements. Au total, les charges d'exploitation ont crû de manière nettement plus modeste (+1,8 %) que la valeur ajoutée.

Cette combinaison de maîtrise des coûts et de reprise de l'activité a conduit à un vif rebond du résultat net d'exploitation en 2010 (+29,2%), après une chute de 28% sur l'ensemble de 2008 et de 2009. Bien que le niveau du résultat d'exploitation enregistré en 2010 (33,1 milliards d'euros) reste inférieur au pic atteint avant la récession (35,7 milliards en 2007), l'amélioration conjoncturelle a donc permis aux entreprises d'effacer l'essentiel des effets que la récession avait eus sur leurs performances. Il faut en outre rappeler que le résultat net d'exploitation avait plus que doublé entre 2001 et 2007. Au cours des trois dernières années étudiées, en raison de leur sensibilité à la demande extérieure, les branches manufacturières et les grandes entreprises ont enregistré les fluctuations les plus amples du compte d'exploitation.

Les évolutions macroéconomiques se sont également répercutées sur la situation financière des sociétés. Après avoir nettement reculé en 2008 et en 2009, la rentabilité nette des capitaux propres s'est redressée en 2010, en termes tant médians que globalisés. Quelle que soit la mesure étudiée, le ratio reste toutefois largement inférieur aux sommets atteints avant la récession. L'examen de l'ensemble de la distribution indique que la conjoncture a influencé les couches tant les plus rentables que les moins rentables de la population.

Dans l'ensemble, la solvabilité s'est elle aussi améliorée en 2010. L'indépendance financière médiane et globalisée a de nouveau progressé, dans le prolongement de la tendance haussière des quinze dernières années. Il apparaît toutefois que la hausse a surtout profité aux strates les plus solvables de la population, et que de nombreuses sociétés ont évolué à contre-courant de la tendance majoritaire, en particulier dans le groupe des PME. La couverture des fonds de tiers par le cash-flow s'est quant à elle redressée d'après la plupart des mesures étudiées, traduisant un accroissement du potentiel de remboursement des dettes. Enfin, les charges d'intérêts moyennes des dettes financières se sont repliées pour la deuxième année consécutive. L'évolution du ratio reflète la baisse des taux d'intérêt appliqués aux crédits bancaires en 2009 et en 2010.

D'après les résultats du modèle de santé financière développé par la Banque, les sociétés sont devenues moins vulnérables: après s'être sensiblement accrue en 2008 et en 2009 sous l'effet de la récession, la proportion de sociétés positionnées dans les dernières classes de santé financière, c'est-à-dire les classes associées à un taux de défaillance élevé, s'est réduite en 2010. Quant au nombre de faillites, il a progressé de manière nettement plus modérée qu'au cours des années précédentes.

La dernière partie de l'article place l'analyse des comptes annuels dans une perspective régionale. La ventilation régionale se fonde sur les données de l'Institut des comptes nationaux. Pour les sociétés unirégionales, c'est-à-dire les sociétés dont le siège social et le (ou les) siège(s) d'exploitation se situent dans une seule et même région, l'affectation à une région est immédiate. Pour les sociétés multirégionales, c'est-à-dire les sociétés implantées dans plus d'une région, les rubriques des comptes annuels sont ventilées au prorata de l'emploi dans chaque région, ce qui revient à poser l'hypothèse de proportionnalité entre l'emploi et les postes comptables.

La décomposition sectorielle de la valeur ajoutée et l'étude de la taille des entreprises font apparaître certaines spécificités régionales. En particulier, Bruxelles se distingue par une forte orientation vers les services et par une proportion plus importante de très petites sociétés. Dans la mesure où ce type de différences influe directement sur la situation financière des entreprises, les statistiques proposées doivent être interprétées avec recul.

Dans l'ensemble, au cours des dernières années, les tendances régionales du compte d'exploitation ont été similaires. Dans les trois régions, la valeur ajoutée n'a cessé de progresser entre 2001 et 2008, avant de se contracter en 2009 puis de se redresser en 2010. Quant au résultat net d'exploitation, il a vigoureusement rebondi en 2010, après deux années de nette érosion.

En moyenne, sur l'ensemble de la dernière décennie, les sociétés flamandes ont été plus rentables, quelles que soient la taille et la mesure considérée. L'écart entre les entreprises wallonnes et flamandes s'est toutefois sensiblement réduit sur la période récente; dans certains cas, il s'est même inversé. L'analyse des distributions complètes montre par ailleurs que, si Bruxelles compte proportionnellement plus de sociétés peu rentables, elle compte aussi plus de sociétés très rentables. Cette plus grande dispersion des sociétés bruxelloises s'explique, pour l'essentiel, par leur taille plus réduite et par leur spécialisation tertiaire, deux éléments qui tendent à accentuer la volatilité des ratios financiers.

L'indépendance financière s'est améliorée dans les trois régions au cours des dernières années. En termes globalisés, la hausse la plus prononcée a été le fait des grandes entreprises bruxelloises, qui ont spécialement bénéficié du renforcement des capitaux propres dans certains sièges d'entreprises. En termes médians, l'indépendance financière a progressé plus rapidement en Flandre, quelle que soit la taille des entreprises. On observe par ailleurs que, comme pour les ratios de rentabilité, la distribution bruxelloise est sensiblement plus dispersée. Enfin, l'analyse de la distribution montre qu'une frange importante de la population de chaque région a évolué à contre-courant de la tendance haussière majoritaire.